

Extrait du compte rendu de la 561e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Luxembourg, 14 mai 1980)

Légende: Lors de la 561e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel le 14 mai 1980 à Luxembourg, les délégations interviennent sur les conséquences de l'invasion soviétique en Afghanistan sur les relations Est-Ouest. Le ministre d'État britannique aux Affaires étrangères et au Commonwealth Peter Blaker et l'ambassadeur de France au Royaume-Uni Jean Sauvagnargues approuvent la réaction vigoureuse des Occidentaux à l'action de l'Union soviétique et soulignent qu'une pression très vive doit être maintenue à l'égard de l'URSS. Toutefois, il ne faut en aucun cas renoncer à la politique de détente et maintenir le dialogue sur les questions ayant trait à la prévention de la guerre nucléaire, le désarmement et le contrôle des armements. En ce sens, le Britannique est partisan de la ratification des accords SALT II et de la poursuite de la réalisation de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Source: Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 561ième réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel à Luxembourg le 14 mai 1980. IV. Relations Est/Ouest. CR (80) 7. 13 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux).<http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1975, 01/02/1975-30/12/1982. File 132.15 Volume 5/7.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_561e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_luxembourg_14_mai_1980-fr-aa26a7e4-7590-4698-bbde-e87673ee92fa.html



Date de dernière mise à jour: 13/10/2016

SECRET

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 561^{ème} REUNION
DU CONSEIL DE L'U.E.O. TENUE ~~III~~ AU NIVEAU MINISTERIEL
A LUXEMBOURG LE 14 MAI 1980

DOSSIER NO. 132.15
CR (80) 7

M. G. THON, vice-président du gouvernement et ministre des affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg, préside la séance.

IV. RELATIONS EST/OUEST

M. RUHFUS voudrait tout d'abord excuser l'absence de M. van Well, secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères de la République Fédérale d'Allemagne, qui aurait aimé présenter lui-même cet exposé sur les relations Est/Ouest, mais qui a été empêché. Son absence est due aux rencontres qui doivent avoir lieu dans un jour ou deux à Vienne et ailleurs, et est liée notamment à la décision que doit prendre le jour suivant le Comité olympique allemand sur l'attitude à adopter à l'égard des Jeux de Moscou.

En ce qui concerne les relations Est/Ouest, M. Ruhfus observe qu'elles se sont détériorées considérablement depuis la fin décembre. L'intervention soviétique en Afghanistan constitue un élément nouveau de la politique étrangère de Moscou et place l'Ouest devant une interprétation soviétique de la sécurité qui va au-delà de sa conception précédente. L'intervention militaire soviétique en Afghanistan, totalement injustifiable, a porté un coup sévère à la détente. Le gouvernement allemand a, de concert avec ses partenaires, demandé à plusieurs reprises à l'Union soviétique de retirer ses troupes d'Afghanistan. D'autre part, il est préoccupé lui aussi par les bruits qui courent au sujet d'un abandon de la politique de détente. Il faut trouver un moyen de revenir à la détente,

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

En conclusion, M. Ruhfus déclare que son gouvernement estime qu'il convient de tirer pleinement parti des relations avec les pays d'Europe orientale, afin d'améliorer, ou du moins de stabiliser, les relations actuelles entre l'Est et l'Ouest.

M. BLAKER estime avec M. Ruhfus qu'actuellement le point de départ de toute discussion sur les relations Est/Ouest doit être l'Afghanistan. Avant de présenter un rapport sur les relations bilatérales du Royaume-Uni avec l'Union soviétique et les pays d'Europe orientale, M. Blaker voudrait parler en particulier de l'attitude générale du Royaume-Uni à l'égard des relations Est/Ouest.

En ce qui concerne les contacts, le gouvernement britannique fait une distinction entre l'Union soviétique et les autres pays d'Europe orientale, et sa politique consiste à poursuivre les contacts avec ces derniers. Au lendemain des événements d'Afghanistan, ces pays étaient peu enthousiastes, mais leur attitude semble avoir changé et des échanges de visite vont être organisés. Le niveau auquel ces visites auront lieu reflètera en quelque sorte l'évaluation britannique du soutien apporté par le pays concerné à l'agression soviétique en Afghanistan. Avec l'Union soviétique, tous les contacts importants ont été suspendus, aux niveaux politique et culturel, après les événements d'Afghanistan, mais le Royaume-Uni estime que le moment est venu de reprendre en quelque sorte le dialogue avec l'Union soviétique. Lord Carrington doit rencontrer M. Gromyko à Vienne à la fin de la semaine.

Rappelant l'observation de M. Ruhfus selon laquelle l'Afghanistan est un nouvel élément de la politique étrangère soviétique, M. Blaker indique qu'il est d'accord sur ce point pour ce qui est de la politique suivie depuis la seconde guerre mondiale, car il est clair que l'agression russe est dirigée contre un pays situé en dehors des limites reconnues de la domination soviétique. Il s'agit donc d'autre chose

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

que l'action en Tchécoslovaquie en 1968 ou en Hongrie en 1956. Mais ce n'est pas la première fois que les Russes envahissent avec leurs troupes un pays situé en dehors de leur sphère d'influence : ils l'ont fait dans les pays Baltes et en Pologne avant la Seconde guerre mondiale.

Il faut donc porter une attention particulière à la conception soviétique de la détente. Le gouvernement britannique, pour sa part, est partisan de la détente, mais il croit que l'interprétation donnée à ce concept par l'Union soviétique ces dernières années n'est pas acceptable, car celle-ci a conclu des accords en vue d'éviter la guerre nucléaire et de diminuer le risque d'hostilités en Europe occidentale, tout en se réservant le droit d'étendre sa puissance dans d'autres régions du monde par tous les moyens dont elle dispose. On a vu l'Union soviétique poursuivre son désir d'expansion par divers moyens jusqu'à l'invasion de l'Afghanistan, et elle utilise maintenant la force sur une grande échelle. Cette conception de la détente n'est pas acceptable, et les pays de l'Ouest devront s'employer à le faire comprendre à l'Union soviétique, bien que cela risque de prendre assez longtemps.

On assiste également au développement d'une nouvelle attitude de l'Union soviétique à l'égard du tiers monde. Il s'agit peut-être du développement d'une politique selon laquelle le progrès sur la voie du socialisme, tel que celui-ci est défini par l'Union soviétique, est un processus irréversible. L'Ouest ne peut certainement pas accepter une telle politique. C'est pourquoi le gouvernement britannique a appuyé tous les efforts accomplis en Europe occidentale depuis l'agression contre l'Afghanistan pour réagir vigoureusement à l'invasion soviétique. C'est pourquoi il a jugé bon de suspendre tous les contacts politiques et culturels importants, de veiller à ce que ses accords commerciaux ne favorisent pas indûment l'Union soviétique, d'examiner les conditions de crédit pratiquées dans les échanges avec l'Union soviétique, d'examiner les dispositions régissant les exportations de haute technologie à destination de l'Union

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

soviétique, et c'est pourquoi il a demandé instamment aux athlètes britanniques de ne pas participer aux Jeux olympiques. Les athlètes britanniques rechignent, mais la position du gouvernement est très ferme.

Le Royaume-Uni croit qu'il est nécessaire de réagir vigoureusement à l'action de l'Union soviétique, non seulement pour punir cette dernière, mais pour lui montrer qu'une répétition de son action en Afghanistan ne serait pas acceptée par l'Ouest. Il pense que, si les pays occidentaux avaient réagi plus vigoureusement dans le cas de l'Angola ou lors de l'intervention militaire massive de l'Union soviétique en Ethiopie, le gouvernement soviétique aurait peut-être réfléchi un peu plus soigneusement avant d'envahir l'Afghanistan.

En ce qui concerne la proposition des Neuf en faveur d'un Afghanistan neutre et non aligné, les autorités britanniques attachent de l'importance à cette proposition pour deux raisons. Tout d'abord, elle donnerait à l'Union soviétique, si celle-ci venait à juger nécessaire de le faire, l'occasion de retirer ses troupes d'Afghanistan, bien qu'il ne soit guère probable que l'Union soviétique prenne une telle décision dans un avenir proche. D'autre part, même si elle n'est pas disposée à retirer ses troupes, cette proposition exerce une pression sur l'Union soviétique devant l'opinion mondiale et lui pose des questions difficiles sur les raisons de la présence de ses troupes en Afghanistan. Le gouvernement britannique a l'impression que l'idée d'un Afghanistan neutre et non aligné recueille un soutien croissant dans d'autres régions du monde. Quelques pays islamiques sont certainement intéressés par cette proposition, et M. Habib Chati, le secrétaire général de la Conférence islamique, qui doit se réunir dans quelques jours, a indiqué clairement qu'il était intéressé par cette idée. Il s'ensuit qu'on verra peut-être la Conférence islamique manifester son appui à l'idée d'un Afghanistan neutre.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

Faisant le point de la réaction occidentale à l'invasion soviétique, M. Blaker indique qu'il est clair que la concertation, à l'Ouest, aurait pu être meilleure qu'elle ne l'a été, entre les Neuf et au sein de l'OTAN, et plus étroite. Néanmoins, le Ministre pense que, vue de Moscou, la réaction de l'Ouest a été plus vive que ne l'avait prévu l'Union soviétique, de même qu'ont été plus vchémentes que prévu la réaction des pays non alignés à l'Assemblée générale des Nations unies et la résolution adoptée par la Conférence islamique. Il importe maintenant de maintenir la pression sur l'Union soviétique pendant longtemps. Il est très facile dans les pays démocratiques de laisser les problèmes importants s'estomper, aussi faut-il trouver un moyen de maintenir cette question à l'attention de l'opinion publique.

Quant à la détente, le gouvernement britannique y croit, à condition qu'il s'agisse d'une détente réelle. Il estime qu'il faut, si possible, que l'accord SALT II soit ratifié, et qu'il faut aller de l'avant avec la réunion de Madrid sur les suites de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Les gouvernements occidentaux devront voir exactement comment il convient de mener cette réunion. Il faudra inévitablement procéder à un examen approfondi de l'exécution par toutes les parties de leurs obligations dans le cadre des trois "corbeilles". Les participants seront probablement d'accord sur le fait que l'Union soviétique a violé tous les principes de la première "corbeille", et il ne serait donc guère réaliste de s'attendre à ce que de nouvelles mesures dans l'esprit d'Helsinki soient décidées avant qu'ait été effectué un examen approfondi de la mise en oeuvre par les diverses parties de l'Acte final d'Helsinki. Mais on espère qu'il sera possible, une fois cet examen effectué, d'aller de l'avant et de se mettre d'accord sur quelques nouvelles mesures au moins, afin de maintenir le processus d'Helsinki en mouvement.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

En conclusion, M. Blaker croit qu'il faut maintenir le dialogue entre l'Est et l'Ouest sur les questions qui concernent la survie de l'humanité, telles que la prévention de la guerre nucléaire, le désarmement et le contrôle des armements. Son gouvernement estime qu'il est nécessaire également d'assortir ce dialogue d'une vigoureuse manifestation d'opposition au désir de l'Union soviétique de s'étendre aux dépens de l'Ouest. C'est là le meilleur moyen de maintenir une détente réelle.

M. Blaker voudrait maintenant présenter un rapport sur les relations bilatérales du Royaume-Uni avec l'Union soviétique et les pays d'Europe orientale.

En ce qui concerne l'U.R.S.S., les relations ont traversé une période de froid à la fin de 1979, à la suite d'un certain nombre de déclarations ministérielles critiquant la politique intérieure répressive de Moscou et le niveau élevé des dépenses militaires soviétiques. Pour sa part, l'U.R.S.S. a critiqué le soutien actif du Royaume-Uni à la décision, prise par l'OTAN en décembre dernier, de moderniser ses forces nucléaires de théâtre. La détérioration des relations depuis l'invasion soviétique en Afghanistan a été avivée par l'intensification de la persécution des dissidents soviétiques ces derniers mois, et notamment par le bannissement du Docteur Sakharov en janvier.

Le gouvernement britannique a pris des mesures immédiates à la suite de l'invasion de l'Afghanistan.

Les mesures bilatérales ont comporté l'annulation, à la demande du Royaume-Uni, d'une visite du ministre soviétique de l'industrie houillère, l'annulation d'une visite en Grande-Bretagne des Choeurs de l'Armée rouge, l'annulation d'une tournée en Union soviétique de l'Orchestre de chambre britannique, l'ajournement de la réunion annuelle relative à l'application des accords bilatéraux sur la protection de l'environnement, la médecine et la santé publique (qui devait avoir lieu au cours du premier semestre de 1980).

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

Sur le plan militaire, la proposition britannique d'échange de visites de navires de guerre a été retirée. Une proposition soviétique relative à la négociation d'un accord sur la prévention des incidents en mer (entre navires de guerre) a été rejetée, et une proposition d'échange de visites de l'Ecole supérieure de l'Armée de l'air a été annulée.

En ce qui concerne les échanges commerciaux, le gouvernement n'a pas renouvelé l'accord de crédit anglo-soviétique de 1975. Il étudie également avec ses partenaires le renforcement et l'élargissement du COCOM.

D'autres exercices bilatéraux font l'objet d'un examen cas par cas. Le Royaume-Uni a également insisté sur le boycottage des Jeux de Moscou, il a maintenu sa pression aux Communautés européennes pour l'abolition des ventes subventionnées de produits agricoles, et notamment de beurre, et il est engagé dans des consultations au sein du COCOM sur le renforcement des procédures régissant l'exportation de technologie sensible à destination de l'Union soviétique.

Il n'y a eu aucune visite de haut niveau, de part et d'autre, depuis la dernière réunion du Conseil des ministres de l'U.E.O. en mai 1979, mais le Premier ministre a eu un bref entretien avec M. Kossyguine au cours d'une escale à l'aéroport de Moscou (le 26 juin), alors qu'elle se rendait au Sommet économique de Tokyo, et Lord Carrington a rencontré M. Gromyko à New-York en octobre. A la fin de l'année 1979, le Secrétaire d'Etat avait invité M. Gromyko à venir au Royaume-Uni en février ou en mars, mais, à la suite de l'invasion de l'Afghanistan, l'U.R.S.S. a fait savoir au gouvernement britannique que ces dates ne convenaient pas, prenant ainsi de vitesse le gouvernement britannique. Cependant, Lord Carrington a l'intention de rencontrer M. Gromyko le 17 mai à Vienne, où ils se trouveront tous les deux pour les célébrations du 25ème anniversaire du Traité d'Etat autrichien. Les invitations adressées à M. Brejnev et à M. Kossyguine et demeurées sans réponse ont été renouvelées l'année dernière, mais il est douteux que l'un ou l'autre vienne dans un avenir prévisible.

U.E.O. SECRET

SECRET

Il est peu probable que les relations bilatérales s'améliorent tant que les troupes soviétiques restent en Afghanistan. A l'évidence, les Soviétiques ont été irrités par l'appui donné aux propositions faites par les Neuf le 19 février 1980 en faveur d'un Afghanistan neutre et non-aligné, qui leur avaient été transmises par le Secrétaire au Foreign Office, Lord Carrington. Moscou s'était employé à lier la politique britannique avec celle des Etats-Unis dans le cadre de ses efforts pour saper l'unité de la réplique occidentale.

Il est trop tôt pour voir si la détérioration des relations politiques aura une incidence sur le commerce anglo-soviétique. Le déficit commercial britannique avec l'U.R.S.S. est passé en 1979 de 265 millions de livres (en 1978) à plus de 410 millions de livres. Le volume des échanges durant le premier trimestre de 1980 a été plus élevé qu'au premier trimestre de l'année précédente, mais ceci reflète l'exécution de contrats signés bien avant l'invasion de l'Afghanistan.

M. Blaker s'est rendu en Pologne en novembre 1979 et les ministres polonais de la construction mécanique et de l'énergie sont venus en Grande-Bretagne en octobre 1979 et février 1980 respectivement. Les échanges anglo-polonais continuent à progresser; les exportations ont atteint 261 millions de livres en 1979, et le total des échanges a dépassé 500 millions de livres. Plus de 40.000 Polonais sont venus en Grande-Bretagne en 1979. La Table ronde anglo-polonaise (colloque non gouvernemental et informel, avec des participants de haut niveau) s'est réunie en Pologne en novembre.

Sont allés en Hongrie l'Archevêque de Cantorbery en mai 1979 et Sir Michael Palliser, sous-secrétaire d'Etat permanent au ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, en octobre 1975. Une réunion de la Table ronde anglo-hongroise a eu lieu à Cambridge en juillet 1979. Le niveau des échanges bilatéraux s'est largement maintenu en 1979, les exportations britanniques s'établissant à 61 millions de livres et les importations à 52 millions de livres.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

Le vice-ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie, M. Jablonsky, est venu à Londres pour des entretiens en juin 1979, et le ministre tchécoslovaque de l'énergie, M. Elverberger, en octobre 1979. Le Royaume-Uni a indiqué clairement aux autorités tchécoslovaques, tant sur le plan bilatéral que dans le cadre de la politique à Neuf, ce qu'il pensait de la façon dont elles traitaient les partisans de la Charte 77. La récente expulsion de Tchécoslovaquie du Principal du collège Balliol d'Oxford, pour avoir participé à un des séminaires informels de philosophie du Professeur Tomin, a porté un nouveau coup aux relations anglo-tchécoslovaques.

Les relations du Royaume-Uni avec la R.D.A. sont fraîches mais correctes. L'appui vigoureux de la R.D.A. à l'invasion soviétique en Afghanistan, ses premières remarques désobligeantes sur la situation à Téhéran, et les commentaires hostiles de la presse sur la Rhodésie en période pré-électorale n'ont pas arrangé les choses. Mais la politique "post-Afghanistan" du Royaume-Uni est de mener les affaires courantes comme si de rien n'était.

Les échanges avec la R.D.A. restent à un niveau peu élevé. En 1978, les exportations à destination de la R.D.A. se sont élevées à 47,5 millions de livres, et les importations en provenance de la R.D.A. ont été évaluées à 88,4 millions de livres. Les chiffres correspondants pour 1979 étaient de 58,2 et 111,7 millions de livres. G.K.N. a signé un contrat d'une valeur de 50 millions de livres durant la visite réussie à la Foire de printemps de Leipzig du ministre du commerce, M. Parkinson; il faut peut-être voir là le commencement d'une amélioration des relations commerciales. Mais, il est clair qu'aux yeux de la R.D.A., celles-ci dépendent dans une large mesure de l'état des relations politiques bilatérales.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

Sir George Young, sous-secrétaire parlementaire au ministère de la santé et de la sécurité sociale, s'est rendu en R.D.A. en septembre 1979, où il a signé une convention sur la santé. Dr. Beil, vice-ministre du commerce extérieur, séjournera en Grande-Bretagne du 29 mai au 2 juin. Aucun autre projet concret de visite n'existe, dans un sens ou dans l'autre, mais Herr Axen, le spécialiste des affaires étrangères du Politburo, a été invité à venir à Londres et a accepté en principe.

En ce qui concerne l'Albanie, il y a deux problèmes financiers en suspens qui entravent la reprise des relations diplomatiques. Tout d'abord, les Albanais n'ont pas été disposés, jusqu'ici, à discuter de la reprise des relations avant que leur soit restitué l'or qui appartenait à la Banque d'Albanie d'avant-guerre et dont a la garde la Commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire. La Commission comporte deux autres membres, les Etats-Unis et la France, et il y a plusieurs postulants pour l'or en question. La solution du problème ne dépend donc pas seulement du Royaume-Uni. D'autre part, les Albanais n'ont pas versé au Royaume-Uni la compensation décrétée par la Cour internationale de justice à l'occasion de l'incident du détroit de Corfu en 1946. Une nouvelle tentative de règlement est en cours.

S'agissant de la Roumanie, sont venus en Grande-Bretagne depuis mai 1979 le ministre roumain du travail et trois ministres adjoints (à l'agriculture, à la construction mécanique et aux affaires étrangères). Lord Carrington est allé en Roumanie en mars 1980, où il a eu des entretiens avec le Président Ceausescu et le ministre des affaires étrangères Andrei. Le ministre du commerce, M. Parkinson, doit se rendre en Roumanie en octobre, et M. Burtica, en qualité de vice-premier ministre chargé du commerce, a été invité à venir au Royaume-Uni.

En février, le centenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays a été célébré à Londres et à Bucarest.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

Le niveau des échanges a été maintenu en 1979. Les exportations britanniques à destination de la Roumanie ont atteint 70,4 millions de livres et les importations en provenance de Roumanie 65,9 millions de livres.

En ce qui concerne la Bulgarie, le vice-ministre bulgare des affaires étrangères, M. Tsvetkov, est venu à Londres en novembre 1979 et a eu des entretiens avec M. Blaker, et M. Kukanov, vice-premier ministre chargé du commerce extérieur, a été invité à venir en Grande-Bretagne vers la fin de l'année.

Les échanges commerciaux demeurent modestes. Les exportations britanniques à destination de la Bulgarie se sont élevées à 27,3 millions de livres en 1979, et les importations en provenance de la Bulgarie à 12,1 millions de livres.

M. CAGIATI observe que, comme l'a dit M. Ruhfus, les relations internationales traversent une phase difficile. Les incertitudes qui pèsent sur le monde entier parce qu'il n'existe plus de système de comparaison crédible sont autant d'éléments déstabilisateurs. Le processus de détente semble être pris dans un étau qui se resserre et paraît menacé d'une paralysie inquiétante. Ce processus avait pourtant suscité de grandes espérances dans les divers pays, et l'Italie s'était efforcée de le promouvoir en participant activement aux nombreuses formes qu'il a pris, et notamment à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Au cours de ces dernières années, il est devenu évident en Europe que les pays de l'Est, tout en prétendant consolider l'équilibre, cherchaient à imposer un rapport de force asymétrique. On en a la preuve, malheureusement, non seulement dans le déploiement continu de nouveaux missiles à plus longue portée, mais aussi dans la dérobade de l'U.R.S.S. lorsque les pays de l'OTAN ont proposé, en décembre dernier, d'engager immédiatement des négociations concrètes sur la limitation et la réduction des armements.

En cette occasion, l'OTAN décida de rétablir au moyen de missiles européens l'équilibre des forces en Europe, menacé par l'installation de nouveaux systèmes d'armes soviétiques.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

M. SAUVAGNARGUES déclare qu'il sera bref, car il a peu à ajouter à tout ce qui a été dit, et d'ailleurs il ne voudrait pas réexposer moins bien que le Président de la République française ou le ministre des affaires étrangères la politique française dans cette affaire. Cette politique a été énoncée dès l'origine avec une extrême clarté et a été encore réitérée à M. Gromyko avec une très grande netteté lors de son dernier passage à Paris.

Ce qui frappe l'Ambassadeur dans tout cela, c'est que, contrairement à ce qui a trop souvent été dit, la consultation a été assez bonne, sinon peut-être aussi rapide qu'elle aurait dû l'être. La position des gouvernements membres de l'U.E.O. et la position des Neuf a été très nette rapidement et l'on est vraiment parvenu à des vues tout à fait communes sur cette affaire. On peut donc se féliciter de pouvoir parler d'une seule voix, contrairement à ce que beaucoup disent. Sans doute y a-t-il eu la question des Jeux olympiques, lancée peut-être un peu imprudemment, sans consultation préalable, et qui a pu créer l'impression de divergences. Mais, en réalité, sur les points fondamentaux, tout le monde est profondément d'accord : d'accord pour considérer que l'invasion de l'Afghanistan a créé une situation inacceptable, que celle-ci ne peut être tolérée, qu'une pression très vive et continue doit être exercée sur l'Union soviétique. Bien sûr, cette violation des règles internationales a porté un coup sévère, pas peut-être à la politique de détente, mais aux espoirs qu'on avait pu mettre, et que le Général de Gaulle avait assignés à l'origine à la politique de détente, qui devait mener à l'entente et à la coopération. Il est bien évident qu'on est actuellement bien loin de l'entente et à des années lumière de la coopération. Mais la politique de détente telle que le gouvernement français l'a entendue dès l'origine était une politique dont l'autre volet était l'équilibre des forces. Elle n'a jamais été une politique d'apaisement vis-à-vis d'une puissance militaire supérieure. C'était une politique qui consistait à maintenir l'équilibre militaire mais, en même temps, à éviter que ne se développent en Europe des politiques de confrontation; et bien sûr, ce n'est pas parce que l'Union soviétique pousse ses pions à l'extérieur qu'il faut renoncer à la politique de détente, en tout cas à ses acquis fondamentaux, par exemple Berlin, par exemple la politique que mène le gouvernement allemand.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

Le maintien du dialogue avec l'Union soviétique est évidemment nécessaire puisque, si l'on veut que les forces soviétiques s'en aillent d'Afghanistan, il faudra trouver une solution politique. Or, une solution politique implique le dialogue. On a tout à fait tort de prétendre que des pays comme la République Fédérale d'Allemagne, en raison de son Ostpolitik, ou la France, en raison des liens soi-disant privilégiés qu'elle voudrait entretenir avec Moscou, ont des positions particulières. Les occidentaux sont tous d'accord pour le dialogue. Il est tout à fait certain que dans la situation de tension créée par l'invasion de l'Afghanistan, le dialogue est plus que jamais nécessaire. Il est nécessaire sur la solution politique à apporter à l'affaire afghane. Il est nécessaire sur la politique du contrôle des armements, qui est plus utile que jamais, car ce n'est pas parce que l'Union soviétique se conduit mal que les uns et les autres devraient se résigner au suicide nucléaire réciproque. Ainsi, en réalité, les positions sont d'une proximité qui touche à l'identité, et M. Sauvagnargues regrette que les commentateurs des différents pays occidentaux ne mettent pas en évidence ce point tout à fait fondamental.

Pour ce qui est des contacts avec les pays de l'Est, il faut bien sûr les maintenir et les intensifier, d'autant plus qu'aucun de ces pays n'a été sans éprouver les plus forts doutes quant au comportement de l'Union soviétique en Afghanistan. Ils sont tous extraordinairement gênés par cette affaire. Donc ce dialogue continue, sans qu'on sache ce qu'il va donner. Ce qui est certain, c'est qu'il faut maintenir une position extrêmement ferme, ne pas se départir de la volonté de ne laisser affecter en aucune mesure l'équilibre des forces et de le rétablir quand il est compromis. Cela paraît l'évidence même. En ce qui concerne l'Union soviétique, l'Ambassadeur est d'accord avec le représentant du Royaume-Uni pour estimer que le bilan, vu de Moscou, n'est probablement pas si bon que cela. La position d'hostilité dans laquelle l'Union soviétique s'est placée vis-à-vis de l'ensemble du monde islamique doit créer pour elle un problème extrêmement grave et il est regrettable que l'absence de solution, ou même l'absence de progrès au Moyen-Orient rende très difficile l'exploitation par l'Ouest de cette situation.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET